La résistance dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne

Auteure d'une thèse[1] et de plusieurs livres remarqués[2] sur les prisonniers de guerre français, Évelyne Gayme dresse pour notre revue un panorama de la résistance dans les camps de prisonniers en Allemagne. Revenant sur les difficultés des débuts de cette forme de résistance, sur sa spécificité et sur ses points de convergence avec la Résistance en France, elle montre combien furent nombreux les liens entre la résistance dans les camps et la Résistance dans l'hexagone.

SOMMAIRE

- Une résistance méconnue mais réelle ..... **p. I à V**
  Par Évelyne Gayme
- La résistance au *Stalag* IA ..... **p. VI**
  Par Évelyne Gayme
- L'évasion du général Giraud ..... **p. VII**
  Par Évelyne Gayme
- Le journal *Défense de la France* et les prisonniers de guerre ..... **p. VIII**
  Par Évelyne Gayme

Une résistance méconnue mais réelle

Par Évelyne Gayme, agrégée et docteur en histoire

La définition de la Résistance fait l'objet de nombreux débats[3] : Selon l'historien-résistant Henri Michel, il s'agit de la lutte patriotique pour la libération du sol national et de la lutte idéologique pour la dignité de l'Homme. Selon l'historien néerlandais Louis de Jong, la Résistance implique toute action visant à empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant. François Bédarida regroupe ces deux définitions initiales en y ajoutant la lutte contre les alliés du régime nazi, et donc, pour ce qui nous intéresse, contre l'État français de Pétain. Olivier Wieviorka recommande, tout comme Pierre Laborie[4], de ne pas s'enfermer dans une définition rigide et Laurence Bertrand Dorléac, travaillant sur la résistance des artistes[5], montre une *« révolte* […] *le plus souvent individuelle, spontanée, empirique et symbolique, essentiellement placée dans les audaces de leur création,* [qui] *oblige à revoir la notion de résistance à l'occupant »,* ouvrant la voie à des formes de résistance différentes.

Comment inscrire les prisonniers de guerre dans le phénomène de la Résistance? Enfermés dans les *Stalags* et les *Oflags* (pour les officiers), ils ne sont plus sur le sol national et ne peuvent donc pas lutter directement pour sa libération. En revanche, notamment dans les *Stalags*, ils peuvent s'opposer aux objectifs des Allemands qui les font travailler pour remplacer la main-d'œuvre masculine mobilisée sur les fronts militaires et continuer à faire fonctionner l'économie allemande. Mais est-ce à dire qu'il n'y eut pas de résistance dans les *Oflags* où les officiers prisonniers n'étaient pas soumis au travail, selon les décisions de la Convention de Genève de 1929? L'écoute clandestine de la radio, la confection de faux papiers et de vêtements pour permettre les évasions, le refus de la propagande pétainiste à laquelle les captifs ont été soumis, indiquent quelques points communs avec les résistants de l'hexagone, qu'il s'agisse de la Résistance-organisation, c'est-à-dire les actifs, ou de la Résistance-mouvement, constituée de ceux qui leur permettent d'agir[6].

C'est donc à une volonté de présenter et de définir la Résistance dans les camps de prisonniers, de réfléchir aux aspects spécifiques de la Résistance des prisonniers de guerre que l'on va se livrer dans cet article.

Coll. Frantz Malassis

Tableau de l'intérieur d'une baraque d'un *Stalag*.
Cette scène peinte par un prisonnier de guerre français évoque l'atmosphère des baraques durant les années de captivité passées en Allemagne.
Anonyme, huile sur panneau de bois, 33 X 24 cm.

Un état d'esprit peu propice à la résistance au cours des premiers mois de captivité

Plusieurs raisons expliquent que la Résistance ne s'organise pas dans les camps avant l'année 1941. La défaite, et surtout la rapidité avec laquelle elle s'est opérée, a été un choc pour l'armée française. Malgré l'intensité des combats, 42 % des soldats faits prisonniers le sont avant la demande d'armistice que Pétain dépose auprès des Allemands le 16 juin et qu'il fait connaître par un message radiodiffusé le 17 juin. Cette demande entre en vigueur le 25 juin, mais l'armée allemande a profité du délai pour faire prisonniers 50 % des futurs captifs qui déposent les armes alors qu'ils n'ont pas été vaincus. Beaucoup se considèrent comme des prisonniers d'honneur, obéissant à la demande du maréchal Pétain, d'autant que leurs geôliers indiquent que la fin de la guerre est proche entraînant leur libération. C'est cette promesse qui explique que les évasions sont relativement peu nombreuses (225 000 sur près de deux millions) alors que les prisonniers de guerre sont encore en France et que les conditions pouvaient sembler favorables pour s'évader. Mais les soldats français captifs sont affaiblis, parfois blessés et fatigués par les marches que les Allemands leur imposent. Ils craignent en outre des représailles sur leurs familles s'ils s'évadent. Conduits en Allemagne entre le mois de juillet et l'automne 1940, les prisonniers de guerre arrivent dans des camps parfois préexistants mais qui dans certains cas sont encore à construire. Les services ne fonctionnent pas bien, notamment la poste et les colis. D'aucuns pensent encore être libérés rapidement. Beaucoup indiquent que c'est le premier Noël passé en captivité qui leur fait comprendre que leur libération n'est pas à l'ordre du jour, à l'exception d'anciens combattants de la

DR

Carte des différents *Stalags* et *Oflags* situés en Allemagne, en Autriche et en Pologne en 1942.

Carte extraite du livre d'Yves Durand. *La captivité. Histoire des prisonniers de guerre français. 1939-1945*, FNCPG, 1980.

Grande Guerre, de responsables de familles nombreuses, de personnes exerçant des métiers spécialisés et de malades qui sont rapatriés, le plus souvent sous l'égide de la Croix-Rouge, ou dans certains cas par les services du maréchal Pétain.

Le gouvernement français a demandé à être la puissance protectrice de ses ressortissants prisonniers de guerre, alors que cette tâche avait été confiée, dans un premier temps à une puissance neutre: les États-Unis. Au début de leur captivité, les soldats français font confiance à Pétain, même lorsqu'il leur demande de ne pas s'évader et d'attendre leur libération. Ils ont signé, ainsi que les fonctionnaires, un serment de fidélité au Maréchal, qui dans la majorité des cas ne semble pas leur avoir posé de problèmes de conscience. En 1940, suivre Pétain et sa demande d'armistice correspond au respect de la discipline et des chefs militaires. En revanche, suivre le général de Gaulle qui appelle à poursuivre le combat et à ne pas respecter les conditions de l'armistice traduit une conception nouvelle qui relève de la désobéissance, de l'évaluation de la situation en toute liberté, et de la prise de décision. Très peu d'officiers franchissent ce pas.

Premiers signes de résistance

Les premiers signes de résistance apparaissent progressivement en 1941 et sont liés à plusieurs facteurs. Les prisonniers qui s'installent dans la captivité comprennent qu'elle est destinée à durer. Ayant appris à se connaître, ils se regroupent par région géographique, par profession, par affinités politiques ou amicales. Les communistes sont parmi les premiers à organiser une contre-propagande à l'égard des cercles Pétain, mis en place à partir du milieu de l'année 1941 dans les camps pour diffuser les valeurs prônées par le régime de Vichy dans le cadre de la Révolution nationale.

La connaissance progressive de la Convention de Genève constitue un deuxième facteur susceptible de favoriser un état d'esprit résistant. Édictée en 1929, elle protège les prisonniers de guerre des pays signataires – dont la France et l'Allemagne. Mais l'armée française considérée par elle-même et par les autres pays comme la meilleure du monde n'avait pas envisagée la capture de ses troupes. Dans les écoles de formation des officiers, des cours leur étaient donnés sur l'attitude à adopter s'ils faisaient des prisonniers, mais pas s'ils le devenaient eux-mêmes. La connaissance de leurs droits est diffusée notamment par la Croix-Rouge. Le troisième facteur est lié au travail des hommes dans les *Kommandos*. Même s'il est rémunéré, même si, pour l'essentiel, il ne s'effectue pas dans des industries d'armement, tous l'assimilent à de l'esclavage et cherchent à le contourner par tous les moyens possibles, d'autant que ce travail permet de remplacer la main-d'œuvre masculine allemande mobilisée sur les fronts. Enfin, l'évasion du général Henri Giraud **(voir page VII)**, en avril 1942, connue rapidement de tous les prisonniers car elle a pour conséquence un regain de surveillance et de sévérité à leur égard, constitue un tournant important. Elle lève les hésitations chez beaucoup d'officiers qui ne se sentent plus obligés d'obéir au maréchal Pétain.

Des moyens variés de résister

Les moyens de résister sont variés. Certains sont spécifiques à la captivité et s'appuient sur la Convention de Genève. L'article 27 indique que les sous-officiers ne peuvent être contraints de travailler. Or, depuis leur arrivée en Allemagne, ils ont été regroupés avec les hommes de troupe dans les *Stalags* pour être employés à leur côté dans les *Kommandos*. Paradoxalement, les Allemands favorisent indirectement les premières formes d'opposition en diffusant dans les camps au début de l'année 1941 le journal de propagande *Le Trait d'Union*, ce qui permet aux prisonniers de prendre connaissance de leurs droits. La majorité de ces sous-officiers, se sentant proche de leurs hommes et voulant partager leur destin, reste dans les camps. Mais quelques-uns demandent l'application de la Convention de Genève. Ces réfractaires sont obligés de travailler, mais ceux qui ne cèdent pas sont d'abord regroupés dans le camp central du *Stalag* puis envoyés à partir de 1942, à Kobierzyn, dans le camp de représailles 369. Dans ce camp, à trois kilomètres de Cracovie, ils subissent des conditions de captivité draconiennes: l'interdiction de porter des chaussures, remplacées par des sabots ou des galoches, pour limiter les évasions; l'accès à l'eau de plus en plus réduit, jusqu'à être limité à une heure le matin et une heure le soir à partir de 1943. Mais les réfractaires détenus – environ 5000 sur 150 000 sous-officiers capturés en 1940 – ne cèdent pas et donc ne travaillent pas.

Une autre forme de résistance consiste à utiliser la Convention de Genève. Ainsi, l'évasion est prévue à l'article 50:

« Les prisonniers de guerre évadés qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés ne seront passibles que de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à rejoindre leur armée ou à quitter le territoire occupé par l'armée qui les a capturés, seraient de nouveau faits prisonniers ne seront passibles d'aucune peine pour leur fuite antérieure. »

Les dommages provoqués par les évasions sont prévus également à l'article suivant:

« La tentative d'évasion, même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante dans le cas où le prisonnier de guerre serait déféré aux tribunaux pour des crimes ou délits contre les personnes ou contre la propriété commis au cours de cette tentative.

Après une évasion tentée ou consommée, les camarades de l'évadé qui auront coopéré à l'évasion ne pourront encourir de ce chef qu'une punition disciplinaire. »

La tentative d'évasion est considérée comme une manifestation de patriotisme, attendue de la part de soldats et à plus forte raison de la part d'officiers. Il ne s'agit pas d'un délit. Aussi, certains prisonniers, dans les *Stalags* mais aussi dans les *Oflags*, malgré les cas de conscience déjà évoqués, franchissent le pas en espérant bénéficier de cette « clémence » s'ils étaient repris. Mais l'entreprise n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Une préparation minutieuse est nécessaire. Il faut traverser l'Allemagne pour aller vers la Suisse – car la frontière, montagneuse, est moins surveillée –, vers les Pays-Bas – moins gardée à cause des marécages – ou vers la Belgique. Si la réussite est au rendez-vous, les évadés parviennent jusqu'à la France… où les Allemands sont présents, en zone Nord jusqu'en novembre 1942, sur tout le territoire après cette date. Et la « clémence » disparaît à partir de 1942, car la recherche des évadés sur le territoire allemand mobilise un nombre croissant de soldats. Une affiche est alors placardée dans les camps avec pour titre *S'évader n'est plus un sport*. Les prisonniers évadés peuvent être pris pour des saboteurs, ou des espions, puisqu'ils ne sont plus en uniforme. Ils courent donc le risque d'être fusillés. À la suite d'un ordre de l'OKW (haut-commandement de la *Wehrmacht*) daté du 21 mars 1942, les prisonniers de guerre français et belges évadés et repris depuis le 1er avril 1942, refusant de travailler ou soupçonnés de préparer une évasion, sont envoyés à

Rawa Ruska et dans les *Kommandos* qui en dépendent. Le premier convoi français arrive le 13 avril. Au total, 25 000 prisonniers de guerre ont été détenus à Rawa Ruska sur l'ensemble de sa période d'existence. Ce camp 325 est localisé en Galicie, dans la zone du Gouvernement général de Pologne, territoire d'extermination soustrait à la protection de la Convention de Genève, à proximité de Belzec, Treblinka, Sobibor et Chelmno. Les conditions de vie y sont extrêmement difficiles, semblables à celle des camps de concentration, avec un accès à l'eau quasi inexistant, des claquettes pour ne pas s'évader, la privation de tout vêtement chaud. Ce camp est fermé en novembre 1942 et les détenus transférés à la forteresse de Lemberg dans un premier temps, puis dans différents *Stalags* en Allemagne.

Les officiers multirécidivistes de l'évasion sont, eux, conduits à Colditz, l'*Oflag* IV C, en Saxe. Il semble impossible de s'évader de cette forteresse cernée par trois enceintes. Des projecteurs éclairent le château la nuit et une barrière électrique déclenche une sonnerie. Les prisonniers sont traités comme des détenus, selon un rapport de la Croix-Rouge. Néanmoins les tentatives d'évasion sont nombreuses. La première est réalisée par Alain Le Ray, qui après avoir rejoint la Suisse, entre dans la Résistance pour devenir le premier chef militaire du maquis du Vercors.

Les différentes méthodes d'évasion

L'évasion est une forme de résistance qui rapproche les hommes des camps détenus en Allemagne des résistants dans l'hexagone. Il faut des papiers, des autorisations de déplacement, des tickets de rationnement en France, des vêtements civils.

DR

DR

À gauche : vue intérieure d'un des 32 souterrains creusés entre 1940 et 1945 à l'*Oflag XVII* A (Autriche) en prévision d'une évasion. À droite : écoute clandestine de la radio à l'*Oflag XVII* A (Autriche).

La vie quotidienne et les différentes formes de résistance accomplies dans cet *Oflag* nous sont connues grâce à un reportage photographique d'environ 1700 clichés réalisés clandestinement par des prisonniers de ce camp dont Marcel Corre. Ces photographies publiées par Marcel Corre en 1954 dans l'ouvrage *Défense de photographier* proviennent de ce reportage unique.

L'histoire du prisonnier immortalisée par Henri Verneuil dans le film *La Vache et le Prisonnier* est rare. Celui-ci se déplace en Allemagne en menant une vache aux champs, ce qui lui permet de garder son uniforme. Dans les camps, des tailleurs transforment des couvertures en veste civile et des faussaires réalisent de faux papiers à partir des documents officiels de civils français qui travaillent en Allemagne – les travailleurs volontaires, les requis du STO, les participants à la politique de la Relève – et bénéficient d'autorisations de permissions pour la France.

C'est à l'*Oflag* XVII A qu'a lieu, grâce à un tunnel creusé par les prisonniers, la tentative de fuite impliquant le plus grand nombre de captifs – 132 en deux nuits successives, les 18 et 19 septembre 1943. Tous sauf cinq sont repris. À l'intérieur de cet *Oflag*, un système d'écoute clandestine de la radio avait été organisé, avec des guetteurs installés autour de la baraque où des prisonniers prenaient en sténo les informations pour ensuite les diffuser dans le camp. Des appareils photographiques clandestins, reçus en pièces détachées dans les colis envoyés de France, permettaient de reproduire des cartes géologiques ou routières confiées ensuite pour reproduction à l'imprimerie du camp chargé de la réalisation du journal. Des photographies d'identité étaient ainsi réalisées pour pouvoir fabriquer des faux papiers. Comme les prisonniers chargés des tâches postales étaient surveillés par des gardes allemands, une organisation très précise était nécessaire à la poste du camp pour parvenir à protéger ces colis. C'est à l'occasion du tri des colis que les prisonniers, grâce à un signe convenu sur l'emballage du colis ou dans l'adresse, parvenaient à « oublier » dans le sac postal les colis intéressants pour les actions clandestines. Les familles étaient prévenues des besoins des captifs grâce aux lettres, avec un code précis ou de l'encre sympathique. L'ingéniosité des prisonniers était indispensable. À l'*Oflag* XVII A, une chambre noire a même été créée grâce à un prisonnier chimiste.

Le prisonnier s'évade en général à pied, car les gares sont surveillées. Il marche plutôt de nuit car, parlant rarement allemand, il court moins de risques de faire des rencontres. Il bénéficie de l'aide des autres prisonniers du camp, non seulement on l'a dit pour les vêtements et papiers, mais aussi pour se constituer des réserves de vivres, avec les colis venus de France. Enfin, de nombreux prisonniers taisent les préparatifs d'évasion et sont donc solidaires de ceux qui les tentent. Les familles font passer, en utilisant de nombreuses ruses pour échapper à la fouille des colis, des boussoles, des cartes… Par compassion dans la majorité des cas, parfois également par antinazisme, certains civils allemands aident également les prisonniers. Ils encourent alors jusqu'à trois ans de forteresse. Parvenus à la frontière, les évadés peuvent

A tous les prisonniers de guerre!

S'évader n'est plus un sport!

THE HANDBOOK OF MODERN IRREGULAR WARFARE

Ainsi l'Angleterre a commencé la guerre des gangsters!

S'évader n'est donc plus un sport!

DR

Affiche *S'évader n'est plus un sport*

Placardée par les Allemands dans les camps de prisonniers, cette affiche témoigne qu'à partir de 1942, l'attitude allemande à l'égard des évasions change. Mobilisant des forces militaires conséquentes, les prisonniers-évadés ne bénéficient plus de la « clémence » des débuts, où ils ne risquaient que des sanctions disciplinaires. Désormais, considérés comme des espions ou des saboteurs, ils risquent d'être fusillés.

espérer être pris en charge par une filière d'évasion, ce qui les met en contact avec des résistants français. À la fin de la guerre, la médaille des Évadés attribuée à ceux qui ont réussi leur entreprise, concerne 4,37 % des prisonniers de guerre. Nul doute cependant que les tentatives furent beaucoup plus nombreuses.

Résister à l'intérieur d'un camp

La possibilité offerte aux prisonniers de guerre de créer un journal de camp – article 17 de la Convention de Genève – permet d'atteindre le moral allemand en glorifiant à longueur d'articles les richesses de la culture française.

Le détournement de la Convention de Genève appartient aux formes de résistance des prisonniers de guerre. Le travail est obligatoire ? Les prisonniers s'emploient à travailler en apparence le plus précautionneusement possible – et donc le plus lentement possible, ce qui s'avère évidemment contre-productif pour l'économie allemande. Les Allemands appellent cette forme de sabotage du « travail de prisonniers ». C'est la seule possible sans encourir de graves conséquences car elle reste relativement peu visible. L'excuse de la maladresse et de l'absence de savoir-faire professionnels était difficilement contestable. Mais le sabotage, même s'il reste difficilement quantifiable, fait courir de grands risques à celui qui le réalise, avec un possible renvoi devant les tribunaux allemands : 4 % des prisonniers de guerre ont été jugés et condamnés pour ce motif. À partir de 1943, la surveillance se resserre encore et les saboteurs sont envoyés en camp disciplinaire.

Médaille des Évadés.

Créée en 1926, la médaille des Évadés porte à l'avers l'effigie de la République française tandis que sur son revers on peut lire l'inscription « Médaille des Évadés » entourée d'une couronne de feuilles de chêne, rappelant que c'est un titre militaire. Après la Seconde Guerre mondiale, cette médaille est attribuée à différentes catégories de militaires ou de civils ayant accompli des actes ou des tentatives d'évasion entre le 2 septembre 1939 et le 15 août 1945 dont des prisonniers de guerre.

© Musée de l'ordre de la Libération/Félix Tilly/ n° d'inventaire : 2009.12.9

Un acte de résistance sans équivalent s'est déroulé à l'*Oflag* XVII A. Dans le prolongement des prises photographiques évoquées plus haut, des prisonniers décident de tourner un film. Photographier, comme filmer, est considéré par les Allemands comme un acte de renseignement au profit de l'ennemi, sanctionné par le conseil de guerre et le peloton d'exécution. Une organisation, composée de cinquante prisonniers sur près de 4000, incluant des membres permanents et des complices occasionnels, se met en place.

La préparation pour acquérir la caméra – qui parvient en pièces détachées dans les colis –, nécessite une année de préparation, d'autant qu'après l'évasion massive de 1943, déjà évoquée, les colis ne sont plus distribués pendant trois mois. Toutes les scènes du film sont prévues à l'avance pour ne pas gâcher de pellicule et être le plus efficaces possible. Cela permet aussi de limiter les risques d'être découvert. Sont filmées la vie quotidienne et la fouille dans les baraques, des représentations de théâtre et de cabaret, les activités sportives, mais aussi des actes de résistance : le creusement d'un tunnel, la manière dont certains colis échappent à la surveillance des Allemands et la prise en sténo des communiqués de radios clandestines. Le tournage s'effectue durant l'année 1944. La caméra est placée sous une capote – expliquant le titre du documentaire, *Sous le manteau* – lorsqu'elle filme et cachée dans un dictionnaire évidé entre deux tournages. Lors de la libération du camp, les bobines, qui étaient au fur et à mesure dissimulées dans les semelles en bois des galoches des prisonniers, sont d'abord cachées dans un tunnel, puis confiées à un officier de liaison du général de Lattre de Tassigny, qui les fait parvenir en France. Les bobines sont développées au studio Kodak à Paris, et le film est monté en trois mois par les cinéastes de l'*Oflag* libérés. La première diffusion a lieu le 27 octobre 1946 lors de la kermesse de l'Amicale de l'*Oflag* XVII A. Puis le film est envoyé à Chicago pour pouvoir être transformé de 8 à 16 millimètres et ainsi diffusé sur grand écran, avec une bande son, ce qui est réalisé en avril 1947. Le film dure 35 minutes.

Des actions de résistance qui se rapprochent de ce qui existe dans l'hexagone

D'autres formes de résistance se rapprochent plus de ce qui existe dans l'hexagone. Les partisans de Pétain ont été rapatriés pour l'essentiel à partir de 1942. L'implantation des cercles Pétain est un échec, les opinions sont plus claires. Les prisonniers favorables à Pétain, de plus en plus rares, sont peu à peu évincés des postes à responsabilité dans les camps, comme celui d'homme de confiance, chargé de servir d'intermédiaire et d'interface entre les Allemands et les prisonniers du camp.

Le groupe communiste est le plus facile à identifier, celui qui décide le plus rapidement de moyens d'actions. Certains décident de s'évader, pour prendre contact avec le Parti et faire le lien avec les camps. D'autres à l'inverse décident de rester dans les camps pour y mener un travail militant clandestin au sein des prisonniers. Ils reçoivent dans les colis des tracts, des journaux clandestins, qu'ils diffusent. Ils sont souvent rejoints par des prisonniers de guerre de tendances politiques différentes, mais unis par le désir commun de résister. La fabrication sur place de postes de radio clandestine avec des pièces reçues dans les colis, ou bien volées sur place, permet l'écoute et la diffusion de nouvelles. Les grands événements comme la défaite allemande de Stalingrad, la libération de Paris, sont diffusés. Une action toute particulière est organisée en direction des gardes allemands, et de la population allemande au contact avec des *Kommandos* : l'objectif est d'insister sur les victoires alliées et les défaites du *Reich*, pour saboter le moral de la population allemande. Dans certains camps, comme le *Stalag* II E, un groupe de corps francs est organisé pour intervenir au moment de la libération. Lorsque les gardiens allemands quittent le camp à l'approche des Américains, le corps franc a récupéré les armes et aide les Alliés à capturer les dernières troupes allemandes.

Des liens sont aussi tissés avec des communistes allemands, polonais, yougoslaves, slovaques, suivant la localisation du camp. Nombre de ces prisonniers résistants furent arrêtés et connurent des destins divers : fusillés, condamnés aux travaux forcés, déportés à Mauthausen. Des journaux circulent également, recopiés en quelques exemplaires, en parallèle au journal officiel du camp.

Les réactions des Allemands montrent que la Résistance des prisonniers de guerre est une réalité. Au fur et à mesure de l'avancée de la guerre, la surveillance des camps a été confiée à des soldats moins nombreux et plus âgés. Mais, comme on l'a vu, à partir de 1942, les Allemands ont conscience des différentes actions qui naissent dans les camps. Ne pouvant libérer des troupes du front de l'Est pour surveiller les *Stalags* et *Oflags* disséminés sur tout le territoire du *Reich*, les Allemands craignent un soulèvement des camps – comme le montre des circulaires à partir de l'été 1942. En 1944, ils redoutent même des parachutages d'armes destinées aux prisonniers de guerre, pour qu'ils se soulèvent. C'est pourquoi peu à peu la surveillance et la répression des prisonniers de guerre sont confiées à la *Gestapo*.

Les liens entre la résistance dans les camps et la Résistance en France

Les liens entre ces groupes de résistants et la Résistance en France s'opèrent de différentes manières. Les prisonniers détenus en Allemagne ne sont pas oubliés par les groupes et mouvements résistants.

Dès janvier 1942, *L'Humanité clandestine* dresse une liste des prisonniers tués en captivité :

« […] Au Kommando 510, à Neustadt, 4 prisonniers français s'étant évadés de leur lieu de travail ont été sauvagement abattus par les Allemands […] Le prisonnier de guerre ANDRÉ PIERDON, n° matricule 49.681 (Stalag XI B), du Kommando 1.547, a été fusillé pour avoir refusé de continuer son travail parce que malade et épuisé. […] »

Dans le même numéro qui annonce la mor de Gabriel Péri et Lucien Sampaix, *L'Humanité* s'adresse :

« A tous ceux qui, malgré la répression, luttent avec courage et abnégation pour la libération de la France ;

DR

Arrivés clandestinement dans les colis, les journaux de la Résistance française circulent régulièrement dans l'*Oflag* XVII A comme dans d'autres camps de prisonniers. Photographie extraite du livre *Défense de Photographier* de Marcel Corre.

A ceux qui, dans les camps de concentration, les prisons et les bagnes, restent des combattants communistes;

A ceux qui, prisonniers de guerre, se préparent à participer aux grandes revanches populaires;

En souvenir de nos frères morts pour la libération nationale ».

Un tract du mouvement Combat, non daté mais rédigé après l'annonce de la Relève du 22 juin 1942, s'adresse à ceux qui partent en Allemagne. Témoignant que des prisonniers rapatriés ou évadés ont intégré des mouvements de résistance, il déclare:

« Sois sûr de la Victoire de la France. Mais si tu veux revenir vite, sabote beaucoup. Plus les déportés et les prisonniers saboteront, plus la guerre finira rapidement et plus la Victoire sera Française.
Montre que tu es un homme et un Français!
Un seul mot d'ordre: RÉSISTANCE
« VIVE LA France »
EDITÉ PAR COMBAT
LES PRISONNIERS DE GUERRE

Les Éditions de Minuit accueillent très largement les écrits des prisonniers de guerre, qu'il s'agisse en mai 1944 d'un ouvrage intitulé *Europe*, regroupant les textes de vingt auteurs, parmi lesquels Pierre Seghers, Robert Desnos, Aragon, Paul Éluard et l'ancien prisonnier André Frénaud. Pierre Seghers, lorsqu'il réunit des textes pour sa revue *Poésie*, dont il veut se servir *« pour rassembler ceux qui veulent continuer le combat »*, réserve des pages aux poètes prisonniers de guerre, parmi lesquels André Frénaud, qui reste deux ans prisonnier dans le Brandebourg.

En juin 1944 paraît *La Marque de l'homme* que Claude Morgan commence en captivité en janvier 1941 et dans lequel il rapporte des conversations de prisonniers. Durant l'été sont édités deux écrits de prisonniers de guerre : *À l'appel de la liberté* de Georges Adam, qui décrit les lendemains de la bataille et un camp de prisonniers et *La Haute Fourche* de Pierre Bost.

Des prisonniers, rapatriés grâce à de faux papiers fabriqués dans le camp, intègrent La Maison du prisonnier organisme présent dans chaque chef-lieu de département, créé par le gouvernement de Vichy à partir de décembre 1941 en zone occupée, et à partir de juin 1942 en zone dite libre, pour fournir aux prisonniers et à leur famille des services et renseignements. Ce sont des prisonniers de guerre rapatriés qui y travaillent. En février 1943, un pétainiste, André Masson est placé à la tête de la Maison du Prisonnier, à la place de Maurice Pinot. Ce dernier décide alors d'organiser un mouvement de résistance, le Rassemblement national des prisonniers de guerre (RNPG), également appelé mouvement Pinot-Mitterrand, regroupant les anciens cadres du Commissariat au reclassement des prisonniers rapatriés, formé lui-même de différents réseaux prisonniers. Il est financé par l'Organisation de Résistance de l'armée (ORA) et par le mouvement Combat à partir de septembre 1943. Cette organisation fournit des papiers de rapatriés, des tickets de rationnement et des cartes de démobilisation, c'est-à-dire tous les papiers nécessaires aux prisonniers pour rentrer « légalement » et passer inaperçus en France.

Au printemps 1943, un autre mouvement se forme, le Mouvement de résistance des prisonniers de guerre et déportés (MRPGD). Né au *Stalag* XI B, il se structure réellement en France lorsque les principaux membres du groupe sont rapatriés à la suite de Michel Cailliau, neveu du général de Gaulle, dont le pseudonyme, *Charrette*, donne son nom au réseau. Le troisième mouvement, organisé à l'automne 1943 sous la férule de Robert Paumier qui s'est évadé en juin 1943 du *Stalag* V C, est le Comité national des prisonniers de guerre (CNPG). Il s'agit d'une branche spécialisée du Front national, mouvement affilié au parti communiste. La fusion entre les deux premiers mouvements, en projet dès la fin du mois de novembre 1943, abouti le 12 mars 1944 à la création du Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD) qui accueille aussi le CNPG. Le MNPGD adhère en avril 1944 aux Forces françaises de l'intérieur (FFI). Ils restent en relation avec les prisonniers des camps par le biais de mouvements de Résistance en France.

Le gouvernement provisoire de la République française et les prisonniers de guerre

Le rapatriement des prisonniers est prévu dès 1943 par le CFLN qui siège à Alger. Le décret du 8 décembre 1943 qui fixe officiellement les attributions du commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés (PDR), confié à Henri Frenay, prisonnier de guerre évadé en juin 1940, et fondateur du mouvement Combat. Des commissions d'épuration et de réintégration sont organisées en juin 1944 pour les prisonniers militaires de carrière et les réservistes. Dans ces dossiers, aucune question ne concerne l'évasion. Si elle est précisée dans l'avis de commission ce n'est pas l'action jugée décisive, à la différence de la blessure. À côté d'appréciations comme *« tentative d'évasion, doit recevoir une affectation définitive »*, le plus souvent soulignée en rouge, on trouve aussi d'autres mentions: *« a fait partie d'une organisation de résistance, très bien noté »* ou *« membre d'un groupement de résistance de l'Oflag VI A, aucun renseignement défavorable, peut recevoir une affectation définitive »*.

En janvier 1945, une exposition organisée au Grand Palais à Paris intitulée « le Front des barbelés » et inaugurée par le général de Gaulle présente les œuvres d'art et travaux intellectuels des prisonniers dans les camps, mais surtout des graphiques des évasions, montrant que *« l'action de résistance […] n'a pas cessé de se poursuivre derrière le front des barbelés »*, comme le souligne *Le Monde* le 2 janvier 1945. Ce thème du front des barbelés, qui donne son titre à l'exposition, reprend celui des trois fronts développé par de Gaulle dès la fin de l'année 1943: *« le front intérieur où l'on se battait par les armes, sur terre, sur mer, dans le ciel; le front de la résistance intérieure française et enfin le front de la résistance intérieure en Allemagne. »* (7)

Le Général déclare dans son discours inaugural: *« Il n'y a qu'une seule guerre, qu'elle soit faite par l'une ou l'autre des patries qui se sont levées ensemble pour sauver la civilisation; il n'y a qu'une seule souffrance; il n'y a qu'un seul combat; il n'y aura qu'une seule victoire: celle de tous, y compris les braves, les bons, les honnêtes Français qui se trouvent réduits à la pire condition possible, et qui demain auront leur part de la victoire du monde contre son pire ennemi, la tyrannie ».*

Évidemment, l'instrumentalisation n'est pas absente dans cette présentation des prisonniers-résistants: tous ne le furent pas, à l'image des Français qui ne résistèrent pas tous non plus. Mais tout comme il y eut des résistants en France, à Londres, à Alger, il y eut des résistants dans les *Stalags* et les *Oflags*, certains plus actifs que d'autres, groupés en organisations collectives. Luttant contre les Allemands et les Pétainistes, en lien avec des mouvements de Résistance français, mais aussi d'autres pays d'Europe, ils ont développé des formes d'action adaptées à leur situation de captifs, qui parfois rejoignent les modes d'action des autres résistances.

(1) « L'image des prisonniers de guerre français de la Seconde Guerre mondiale. 1940-2000 », thèse dirigée par Jean-Jacques Becker.
(2) *Les Prisonniers de guerre, enjeux militaires et stratégiques. 1914-1918 et 1940-1945* paru chez Economica en 2010 et *Prisonniers de guerre. Vivre la captivité de 1940 à nos jours*, paru chez Imago en 2019.
(3) Voir à ce sujet Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance. 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013 ; François Marcot (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2006.
(4) « Qu'est-ce que la Résistance ? », *Dictionnaire historique de la Résistance, op.cit.*, pp 29 à 38.
(5) Michèle et Jean-Paul Cointet (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, p. 610-611.
(6) Olivier Wieviorka, *op.cit.*
(7) AN F9 3140 : ministère des PDR, journées d'études des hommes de confiance des camps, discours de Henri Frenay le 22 juillet 1945, 27 pages, p. 2.

La résistance au *Stalag* IA *Par Évelyne Gayme, agrégée et docteur en histoire*

Pierre Landrieux est un « prisonnier d'honneur », capturé après l'armistice. Encerclé le 24 juin 1940, il est envoyé à Koenigsberg au *Stalag* I A, dans une corderie, puis au *Kommando* E44 (Arsenal Schichau) où 1 500 hommes travaillent à la construction de bateaux, de pontons, de sous-marins, chargés aussi de la réparation des bâtiments de guerre. Il y organise la résistance.

Adhérant des Jeunesses communistes dès 1935, Pierre Landrieux devient, un an plus tard, à 23 ans, responsable CGT aux studios Gaumont et membre de la commission exécutive du syndicat des travailleurs du film de la région parisienne. Il rejoint les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne où il est blessé.

Mobilisé, en septembre 1939, il est affecté à la forteresse de Mützig (Alsace) où il crée cinq cellules clandestines du Parti communiste avant de subir des mesures d'isolement.

Le Comité patriotique des prisonniers de guerre

Durant l'hiver 1940-1941, sous couvert d'un club d'échecs, Pierre Landrieux anime sa première organisation clandestine qu'il intitule en janvier: Mouvement national pour la libération du sol français. Une grève déclenchée dans un atelier de l'Arsenal Schichau pour cause de nourriture infecte, avec pour slogan : *« Nicht Essen, nicht Arbeit* [1] *»*, fait céder les Allemands. Après ce premier succès, le groupe, appelé « Comité patriotique des prisonniers de guerre » en 1942, poursuit une résistance multiforme : lutte contre la propagande allemande et française, opposition à la Relève et à la Transformation[2], revendications pour le respect de la Convention de Genève et de meilleures conditions de travail et de vie.

En mai 1941, le Parti communiste crée le Front national qui organise le Comité national des prisonniers de guerre (CNPG). Le Parti encourage les évasions des militants pour rentrer en France et prendre contact avec la Résistance. L'évasion de Pierre Landrieux échoue en 1942 mais Pierre Bugeaud, que Landrieux a connu au *Stalag* I A, s'évade et organise à Paris le CNPG qui fusionne, en mars 1943, avec d'autres mouvements de résistance de prisonniers : le MNPGD[3] qui diffuse alors informations et directives au CPGD.

Avec l''arrivée des requis du STO, ce groupe prend le nom de Comité patriotique des prisonniers de guerre et déportés (CPGD). Il prend en main des activités sportives et intellectuelles et l'édition de tracts et journaux grâce au matériel à polycopier de l'aumônerie du camp et aux captifs employés aux imprimeries du *KoenigsbergTageblatt* et de la *Preussich-Zeitung*. À côté de cela, le CPGD organise les sabotages individuels, fabrique de faux papiers pour les évasions, écoute la radio alliée et diffuse par le théâtre les informations. Enfin, il prépare l'encadrement des effectifs et noue les contacts avec les Allemands hostiles au régime.

Coll. particulière

Pierre Landrieux devant une baraque en 1943.
Surnommés «les cinq mousquetaires», les animateurs de la résistance au sein du *Stalag* IA posent devant leur baraque en 1943. De gauche à droite : André Guillard, Raphaël Marti, Albert Hubentz, Pierre Decamps et Pierre Landrieux.

L'action des PG pendant les sièges de Koenigsberg

En janvier 1945, Koenigsberg est assiégée par les Soviétiques. Les Allemands fuient avec les prisonniers collaborationnistes. La *Wehrmacht* en pleine retraite abandonne à leur sort 4000 prisonniers, provenant du *Stalag* I A et de ses *Kommandos* mais aussi d'autres *Stalags*. Jetés sur les routes sans vivres et par -30°C , ils sont accueillis à Koenigsberg par le CPGD, plus précisément le *Kommando* E44 qui dirige le camp. Pierre Landrieux est responsable de la résistance des prisonniers de guerre en Prusse Orientale.

Le 6 février, les Allemands contrôlent à nouveau la ville mais ce sont les 400 hommes du CPGD qui résolvent les problèmes d'accès à l'eau, à l'électricité, aux vivres, et installent une station sanitaire à l'intérieur du camp. Une police intérieure, un groupe de sécurité et de défense passive sont aussi créés. Camouflages d'armes et sabotages du matériel de guerre se multiplient. Par ailleurs, 2000 prisonniers de guerre que les Allemands veulent évacuer du *Stalag* IA pour servir de main-d'œuvre militaire allemande sont cachés dans les installations souterraines de l'Arsenal Schichau par le CPGD qui noue des contacts avec les *Kommandos* extérieurs et les organisations clandestines de prisonniers de guerre soviétiques.

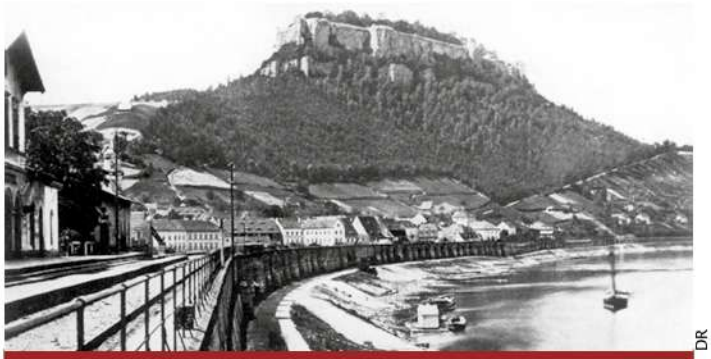
Les Soviétiques assiègent à nouveau la ville le 6 avril, les Allemands capitulent le 9. Libéré le 7 avril 1945, Pierre Landrieux reste dans un centre de regroupement de Gumbinnen pour ne revenir en France que le 14 juillet 1945. Il apprend alors le décès de sa femme, déportée à Auschwitz. ■

(1) Pas de nourriture, pas de travail.
(2) La Relève est mise en place par Pierre Laval à partir de mai 1942 pour répondre aux besoins allemands de main-d'œuvre. Un prisonnier de guerre est libéré contre le départ en Allemagne de trois ouvriers spécialisés. L'échec de la Relève oblige les Allemands à procéder à une « Relève forcée » et au STO. La Transformation des prisonniers de guerre en travailleurs civils augmente leur productivité et ils reçoivent un salaire de civil, plus élevé que celui de prisonnier. Les prisonniers y gagnent une plus grande liberté mais perdent la protection de la Convention de Genève. Cette politique, mise en place à partir de 1943, concerna moins de 250 000 prisonniers. 80 % des prisonniers du camp III de Pierre Landrieux, refusent et sont transformés de force. Source : Pierre Landrieux, *Vers un hiver de 5 ans.* Kommando *E44*, compte d'auteur, 1990, 140 p.
(3) Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

L'évasion du général Giraud

Par Évelyne Gayme, agrégée et docteur en histoire

C'est à 63 ans que Giraud, général d'armée le plus ancien dans le grade le plus élevé, s'évade, le 17 avril 1942. Durant la Grande Guerre, il s'est déjà évadé après une grave blessure qui lui a valu d'être reconnu invalide à 40 %. Capturé le 19 mai 1940, alors qu'il commande la IX^e^ armée, il est conduit à Königstein, en Saxe où il rejoint une centaine de généraux et d'amiraux. Cette forteresse, bâtie sur un promontoire dominant de 240 mètres la vallée de l'Elbe et distant de 800 kilomètres de la France est un *Oflag* d'où l'on ne s'évade pas.



DR

Vue de la forteresse imprenable de Königstein.
Photographie extraite du livre de Jacques Granier, *Un général a disparu*, Presses de la Cité, 1971.

Les motifs de cette évasion

Cette évasion spectaculaire symbolise la rencontre entre deux volontés : celle du général Giraud qui songe immédiatement à s'enfuir et celle des réseaux de résistance de l'armée française. Dès l'armistice, le général Picquendar, chef d'état-major, puis son successeur, le général Verneau – chef de l'Organisation de résistance de l'Armée (ORA), dès novembre 1942 –, protègent les actions des officiers supérieurs de l'armée de terre, qui placés à des postes de commandement, forment, entre 1940 et 1942, la tête de la résistance de l'armée. Le colonel du Vigier, chef du 3^e^ bureau de l'état-major, anime les actions de résistance au sein de l'armée et commande cinq armées, dont seule la première, l'armée d'armistice, est autorisée. La deuxième, l'armée d'Afrique, sert de réserve mobile. La troisième s'occupe des jeunes mobilisables, mais en réalité camoufle des armes et du matériel. La quatrième est constituée de groupes d'autodéfense, les GAD, incluant beaucoup d'Alsaciens-Lorrains qui s'occupent de renseignement et mettent en place des réseaux. Enfin la cinquième armée est l'armée « parachutée » des prisonniers de guerre. C'est pour commander les captifs que ces services non officiels de l'armée, connus de Pétain, pensent à Giraud. Les Allemands refusant de le rapatrier, les généraux Picquendar et Verneau et le colonel du Vigier imaginent alors d'aider à son évasion.

Un plan méticuleusement préparé

Dans l'*Oflag*, Giraud a déjà planifié son évasion. Le général Boell, rapatrié de Königstein, prévient Madame Giraud du projet d'évasion et lui fournit un code secret pour communiquer par le courrier officiel. Le général Giraud se prépare. Il prend des cours d'allemand. Il économise sur les rations alimentaires pour constituer un stock. Il se procure un câble de 45 mètres de long, tressé avec les ficelles récupérées autour des colis. Il envoie un plan d'évasion en France par l'intermédiaire d'un autre rapatrié de l'*Oflag*, le général Goudouneix. L'armée en France connaît l'avancée de ses préparatifs qui doivent permettre à Giraud de sortir par ses propres moyens de l'*Oflag*. Il est ensuite prévu qu'un agent des services secrets de l'armée (GAD), Roger Guerlach, l'attende à quelques kilomètres de Königstein pour lui faire quitter l'Allemagne, grâce notamment aux réseaux d'évasion de Sœur Hélène. François de Linarès, chef d'état major à Lyon, officiellement membre de la commission d'armistice, organise l'évasion côté allemand et le capitaine Lecoq, prisonnier rapatrié, s'occupe de l'évasion côté français, fournissant des faux papiers à Giraud.

La date choisie pour l'évasion est fixée le 17 avril 1942. C'est un vendredi, jour où la surveillance se relâche à l'approche du week-end. À 10 heures, entre l'appel de 9 heures et celui de 21 heures, avant que son absence ne soit découverte, Giraud enjambe le parapet. Il se laisse glisser le long du câble, aidé par des généraux qui font le guet et gèrent la descente puis la remontée du cordage. Il change de vêtements, rase sa moustache très reconnaissable, chausse des lunettes, se coiffe d'un chapeau tyrolien et se porte à la rencontre de Roger Guerlach. Le plan initialement prévu est modifié : Giraud arrive en Suisse au lieu de Strasbourg.

Les répercussions politiques

Dès le 18 avril, des avis de recherche sont placardés dans toute l'Allemagne, publiés dans les journaux, insérés dans les boîtes aux lettres. Les effectifs aux douanes sont augmentés, les Jeunesses hitlériennes réquisitionnées, une prime de 100 000 *Reichsmarks* offerte pour sa capture, la mort immédiate en cas d'aide au fugitif. Les libérations de prisonniers de guerre et les visites de la mission Scapini dans les camps sont suspendues, les conditions de captivité renforcées. Les recherches s'arrêtent le 1^er^ mai : Giraud a été retrouvé, en France, reçu par Pétain qui l'accueille voyant en lui un contrepoids face à l'influence de Laval. Ce dernier considère l'évasion comme menaçant la politique de collaboration. Laval, Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, puis le docteur Rahn, ministre plénipotentiaire et enfin Pétain, font pression sur Giraud pour qu'il retourne en Allemagne seconder Scapini. Giraud demande, pour accepter cette requête, la libération des prisonniers mariés et pères de famille, soit 600 000 hommes. Dans ses mémoires, *Mes Évasions*, parues en 1949, Giraud évoque l'ordre, donné par Hitler, de l'assassiner et les tentatives des hommes de Doriot, stoppées par la troisième évasion du général, quittant la France pour l'Afrique du Nord à bord d'un sous-marin. ■

Deutsches
Kriminalpolizeiblatt
(Sonderausgabe)
Herausgegeben vom Reichskriminalpolizeiamt in Berlin

15. Jahrgang | Berlin, den 22. April 1942 | Nummer 42d

Nur für deutsche Behörden bestimmt!

A. Großfahndung.
100 000 RM Belohnung.
Entwichener französischer General aus dem Lager Königstein (Elbe).

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

Service historique de la Défense

Fac-similé de l'avis spécial de recherche diffusé en Allemagne après l'évasion du général Giraud et proposant 100 000 *Reichsmarks* de récompense à qui trouverait le fugitif.

Le journal *Défense de la France* et les prisonniers de guerre

Par Évelyne Gayme, agrégée et docteur en histoire

Ce journal, éponyme du mouvement de Résistance Défense de la France (DF), créé par deux étudiants en philosophie de la Sorbonne, Philippe Viannay et Robert Salmon, paraît pour la première fois à l'été 1941. Diffusant les valeurs chrétiennes des auteurs – majoritairement étudiants –, il cherche à informer pour lutter contre la propagande allemande et à amener les Français à s'engager. *Défense de la France* atteint en janvier 1944 le plus fort tirage de la presse clandestine avec 450 000 exemplaires. Jusqu'à la fin de la guerre, ce journal tisse des relations étroites avec les prisonniers de guerre.

Le 15 août 1941, *Défense de la France* évoque :

« […] six France […] par la volonté allemande : la France des colonies – la France dite libre […]– la France occupée – la France interdite – la France annexée […]– la France des prisonniers. Des cloisons étanches les séparent. Ainsi, nous ayant séparés matériellement, ils espèrent nous désunir […]».

Les prisonniers de guerre un enjeu pour DF comme pour la Résistance

L'image de prisonniers passifs n'apparait qu'une fois[1], dans le journal clandestin *Défense de la France*, le 10 septembre 1941, où ils sont comparés à des esclaves. Dans les autres numéros, c'est l'image de prisonniers actifs qui domine, d'hommes qui s'évadent, notamment vers la Suisse, *« grâce aux communistes, convoyés de cellule en cellule, parfois à travers toute l'Allemagne »* (20 mars 1942). Un appel est même lancé aux lecteurs pour *« résister en faisant évader les prisonniers, en les cachant, en leur faisant passer la ligne »* (10 avril 1942). À partir de novembre 1942, lorsque le mouvement Défense de la France envisage de s'engager dans le développement d'une action armée, les prisonniers de guerre sont présentés comme un réservoir de futurs combattants. Outre le portrait du général Giraud, réalisé le 11 novembre 1942, alors qu'il s'est évadé en avril, le numéro du 15 décembre 1942 mentionne que les *« 6 millions de prisonniers, en voie de parfait noyautage,* [pourront], *le jour venu, fournir un appoint considérable à un mouvement révolutionnaire ».*

Les prisonniers constituent aussi un enjeux politique. *Défense de la France* les présente en août 1941 comme le symbole de *« la France que les Allemands veulent diviser »* et s'insurge le 1er mai 1942 du fait que *« l'Allemagne excite les prisonniers contre les Français de France ».* L'évocation des prisonniers de guerre renforce les attaques contre Pétain et Scapini, qui n'est pas jugé digne de soutenir les prisonniers, et contre Laval qui a promis de rendre les prisonniers. La politique de la Relève, qui vise à faire revenir un prisonnier pour trois ouvriers se rendant en Allemagne, est jugée brutalement. *« Relève : les prisonniers qu'on nous renvoie arrivent en France pour mourir »* (1er novembre 1942).

Défense de la France diffusé jusque dans les *Stalags* et les *Oflags*

Défense de la France informe les prisonniers de guerre, tout comme il informe les Français. Marie-Hélène Lefaucheux, engagée dans la Résistance comme son frère André à la suite de la mort de leur frère Roger durant les combats de la campagne de France, organise un réseau pour venir en aide aux évadés, leur fournissant documents et faux papiers. Elle envoie aussi des colis aux prisonniers de guerre français, et leur fait ainsi parvenir des numéros de *Défense de la France*. Le numéro 45 d'avril 1944 cite une lettre datée du 1er février 1944 venant d'un *Oflag* :

« Il y a six mois, nous recevions pour la première fois un exemplaire de votre journal et d'emblée il nous a apporté ce que depuis trois ans nous désirions connaître: la réalité française. […] *"Défense de la France" a été pour nous, non seulement une révélation, mais la joie rafraîchissante que donne la lecture d'un document non "geprüft[2]" ; il nous a donné aussi la preuve qu'à côté de nos camarades qui combattirent à Bir-Hakeim, au Fezzan, en Tunisie, devant Cassine, d'autres luttent en France sous un même chef et pour le même idéal : pour la victoire d'une cause que nous n'avons pas su faire triompher. Pour tout cela et pour le regain de courage et de fierté que vous nous avez apporté, nous vous disons merci en attendant le jour tant espéré où nous pourrons reprendre la lutte avec vous ».*

Enfin, *Défense de la France* compte des correspondants dans les camps qui soutiennent le journal – le numéro du 11 novembre 1943 signale que 106 000 francs ont été envoyés par des captifs – et lui envoient des informations. Ainsi, des bombardements en Allemagne sont signalés dans le numéro du 5 mai 1943 et dans celui du 30 septembre, des photos envoyées par le professeur Gandillot, évadé de l'*Oflag* XVII A, sont reproduites en première page : elles présentent le sort des prisonniers de guerre russes affamés et jetés dans des fosses communes[3].

Ainsi, les numéros clandestins du journal *Défense de la France* témoignent des relations souvent méconnues entre la Résistance intérieure et les prisonniers de guerre français détenus en Allemagne. ■

DEFENSE de la FRANCE

ÉDITION DE PARIS — JOURNAL FONDÉ LE 14 JUILLET 1941 — TÉMOIGNAGE

LES DÉFENSEURS DE LA CIVILISATION...

PRISONNIERS RUSSES

ENFANTS DES PAYS "PROTÉGÉS"

Musée de la Résistance nationale/Champigny-sur-Marne

***Défense de la France* n° 39 daté du 30 septembre 1943.** Dans ce numéro sont reproduites des photographies prises clandestinement par des officiers français détenus à l'*Oflag* XVII A montrant le sort des prisonniers soviétiques. Ces photographies sont parvenues au comité directeur du mouvement Défense de la France par l'intermédiaire de Marie-Hélène Lefaucheux. Grâce à des échanges de colis, elle entretient des relations régulières avec des prisonniers de guerre français détenus en Allemagne. C'est par son canal que *Défense de la France*, tiré sur du « papier Bible », arrive dans différents *Stalags* et *Oflags*.

(1) Pour cet article, nous avons consulté la collection conservée à la bibliothèque nationale de France et accessible sur son site internet Gallica. Précisons que cette collection n'est pas complète.

(2) Examiné par la censure.

(3) Des photographies d'enfants grecs affamés sont également reproduites mais sont d'une origine différente.